



**Déclaration FSU
CDEN 30 avril 2020**

Monsieur le Préfet,
Monsieur l'Inspecteur d'académie,
Mesdames et Messieurs membres du CDEN

Les circonstances sanitaires nous obligent à tenir ce CDEN dans des conditions très particulières qui ne facilitent pas la qualité du dialogue et de l'écoute qui devrait exister entre les différents partenaires

Après des semaines de cacophonie, le Premier Ministre annonçait pour mardi 28 avril de la clarté : résultat, toujours plus d'incertitude, aucune garantie sanitaire ! La réouverture des établissements est donc bien une décision politique avant d'être une décision sanitaire. On nous a parlé du 11 mai, du 18 mai, du 25 mai, et maintenant début juin et on verra pour les lycées ? Mais quelle cohérence dans tout ça ? Y a-t-il un pilote dans l'avion ? Et quelle que soit la date, toujours aucune garantie sanitaire ! Les collégien.ne.s devront porter des masques ainsi que tous les personnels, mais quels masques, fournis par qui, comment. Aucune réponse sur l'organisation des transports scolaires. Avec un calendrier sans protocole sanitaire, le gouvernement fait les choses à l'envers et confirme qu'il est prêt à jouer à la roulette russe avec la santé des élèves, des personnels et de leurs familles. Le renvoi au local est inacceptable, notamment lors de l'entre deux tours des élections municipales, laissant libre cours à la surenchère électorale : y aura-t-il autant de modalités de réouverture des établissements que d'écoles, de collèges, de lycées, de CIO ? La FSU exige un protocole sanitaire national. L'ouverture des établissements scolaires sans garanties sanitaires est dangereuse : elle expose les collègues et les élèves à un danger réel pour leur santé. Les établissements scolaires ne peuvent pas ouvrir sans que la sécurité de toutes et tous soit assurée. C'est un enjeu de santé publique.

Le seuil de 15 élèves par classe maximum est maintenu quand les rassemblements dans des lieux publics et privés de plus de 10 personnes sont interdits. Et le gouvernement va nous affirmer droit dans les yeux qu'il tient à la santé des élèves et des personnels ?!

Le volontariat des familles montre que le gouvernement est incapable d'assurer la sécurité de tous. Dès maintenant, il y renonce, et par la même

occasion renonce aux enjeux d'une école républicaine pour toutes et tous. En confirmant le cumul travail à distance/en présentiel pour les enseignant.es, le Premier Ministre montre sa méconnaissance totale de la situation : ce cumul est inenvisageable, il est une charge de travail immense qui ne permettra pas de bien travailler avec les élèves et achèvera d'épuiser et de rendre malades les enseignants. La colère est grande. Dans la plus grave crise sanitaire contemporaine de notre pays, le gouvernement continue de jouer avec la santé des élèves et des personnels.

La FSU exige un protocole sanitaire national validé par les autorités médicales et scientifiques. Partout où les conditions de la mise en œuvre de ce protocole ne seront pas réunies ou si les moyens nécessaires ne sont pas disponibles alors la FSU appellera explicitement à la non-réouverture de ces établissements et les collègues à ne pas s'y rendre.

Dans notre département, compte tenu de la charge de patients COVID dans les hôpitaux, nous ne pouvons envisager à l'heure actuelle qu'un élargissement graduel progressif et sanitaire contrôlé, du dispositif d'accueil des enfants de soignants et de personnels de sécurité. Pas plus, et surtout pas une réouverture des établissements.

Une réouverture des écoles au mépris des risques est un choix que l'administration, si elle s'entête, devra assumer seule.

Le CDEN d'aujourd'hui se réunit pour étudier les opérations de fermetures et ouvertures de postes dans les écoles de Meurthe-et-Moselle, et notamment l'utilisation des postes restitués par le gouvernement suite à la crise sanitaire.

Rien pour le second degré ... cela montre clairement que le gouvernement n'a aucune intention de remettre en cause la destruction programmée des services publics et sa politique de suppressions de postes et de réduction de moyens sur le long terme. Par ailleurs, il n'anticipe aucunement les adaptations indispensables dès la rentrée de septembre : remettre les élèves au travail avec les manques et les séquelles morales et physiques liés à la période de confinement, puis de déconfinement. Quid du temps nécessaire pour cela, des effectifs de classe allégés, des adaptations de programmes indispensables. N'ayant pas la certitude à ce jour que le contexte sanitaire permettra des conditions de rentrée classiques, attelons-nous dès maintenant à préparer la rentrée de septembre et profitons de la non réouverture des établissements pour le faire.

C'est donc dans la plus grande inquiétude que nous « siégeons » aujourd'hui. Nous redoutons des lendemains encore plus difficiles, le discours et l'action de ce gouvernement ne dissipe pas nos craintes, bien au contraire.

Nous vous remercions de votre attention.